

La hausse des prix alimentaires et énergétiques Capitalisme « vert », rentier et militariste, ou écosocialisme

« Contrôler le pétrole, c'est contrôler les nations ;
contrôler l'alimentation, c'est contrôler les peuples. »
Henry Kissinger, 1970

Les hausses des prix du pétrole et des aliments de base ne sont pas simultanées pour rien. Elles sont la conséquence de la faillite du capitalisme néolibéral comme système d'accumulation stable et une solution (déstabilisatrice) à cette faillite. Elles ouvrent la porte à un capitalisme soi-disant vert, rentier et militariste, qui ne pourrait peut-être réussir, en continuant d'augmenter la productivité du travail, que sur le dos du prolétariat (ceux et celles qui doivent, pour manger, se loger, s'habiller et se transporter, vendre la force de leurs bras et la capacité de leurs cerveaux sur le marché du travail sinon dépendre de la charité publique et privée) et des peuples. Chose certaine, il ne s'imposera que par la thérapie de choc de la combinaison de la crise économique avec la crise écologique. Cette crise combinée, paradoxalement, peut aussi être le catalyseur d'une révolution écosocialiste avec son programme et sa stratégie pour 2050. Pour y arriver s'impose un programme transitoire 2020 qui s'incarne dans l'historicité et la géographie des peuples et une stratégie qui mise sur un bilan critique des acquis bolivariens et altermondialistes.

Selon Greenpeace-Canada, se basant sur le dernier rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU,

« ...pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre sous cette barre des 2°C, il faut ramener les émissions mondiales de GES au niveau de 1990 dès 2020, puis il faudra les réduire encore de 50 % d'ici 2050.

« Pour le Canada et les autres pays industrialisés, l'objectif est encore plus radical : toujours par rapport au niveau de 1990, il faut réduire les GES de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. »

Loin d'aller dans la direction recommandée par cette organisation spécialisée de l'ONU, selon Philippe Ciais, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, responsable pour le GIEC des liens entre le système climatique et la biogéochimie, « Nos émissions de gaz carbonique [pour le monde] ont augmenté de plus de 3 % par an entre 2000 et 2005, contre moins de 1 % entre 1990 et 1999. » Nul doute, pour reprendre une expression des anticapitalistes de la LCR française, le défi posé aux peuples du monde est de « révolutionner la société ».

Depuis ce rapport de l'ONU, on s'est rendu compte que le réchauffement planétaire est plus rapide qu'anticipé. L'océan Arctique sera sans doute libre de glace en été d'ici 2012-13, et non à la fin du siècle, causant une absorption supplémentaire de chaleur dû à une diminution de l'effet albédo. On vient de réaliser que la fonte du pergélisol arctique dégage beaucoup plus de gaz carbonique que prévu. On s'aperçoit, en conséquence, que la fonte des gigantesques glaciers du Groenland et d'une partie de l'Antarctique s'accélère laissant prévoir une rapide montée du niveau de la mer dans les prochaines dizaines d'années.

Les grandes puissances impérialistes et les grands pays dépendants du BRIC (Brésil, Russie, Inde et surtout la Chine) ont encore une fois, lors du sommet du G-8 de l'été 2008, démontré leur incapacité et leur refus de faire face à cette crise écologique. À moyen terme, c'est l'équilibre de l'écosystème planétaire qui est menacé avec toutes les conséquences socio-économiques que l'on devine. Pour non pas empêcher le réchauffement — il est dorénavant trop tard — mais éviter le déclenchement d'un cercle vicieux incontrôlable, il faudrait pourtant mettre en œuvre dès aujourd'hui un drastique plan de sauvetage.

TABLE DES MATIÈRES	
Le commencement de la fin du capitalisme néolibéral	page 3
Vers un capitalisme rentier viable ?	page 4
Une « thérapie de choc »	page 6
La pensée magique du découplage	page 7
Un programme écosocialiste pour 2050	page 8

Un programme transitoire pour 2020 dans les pays impérialistes	page 10
Lutte de classe d'un prolétariat mondialisé	page 12
Une stratégie d'unité écosocialiste des « multitudes » prolétariennes	page 14
Une orientation ACIDE pour le Québec	page 17

Le commencement de la fin du capitalisme néolibéral

Pour à la fois redresser le taux de profit et assurer la demande solvable concomitante, tous deux plongés dans l'abîme de la « stagflation » à la fin de l'ère des « trente glorieuses » (1945-1975), la bourgeoisie étasunienne plongea le capitalisme mondial dans la financiarisation, plus précisément dans l'hyper-endettement généralisé à tous les secteurs (État, ménages et entreprises, surtout financières). La brutalité du tournant de 1979, un véritable coup de force politique par des moyens économiques (la hausse vertigineuse des taux d'intérêt), mit rapidement à genoux au début des années 80 tant le prolétariat des pays impérialistes (la grève étasunienne des aiguilleurs du ciel, celle des charbonnages britanniques) que les peuples du tiers monde (la crise financière mexicaine de 1982).

En une dizaine d'années, le taux de profit se rétablit à son niveau historique. Toutefois, faute du baby-boom d'après-guerre et faute d'augmentation des salaires et des services publics (l'État providence) des « trente glorieuses » due à la grande peur bourgeoise des assauts révolutionnaires de l'après-guerre, les taux de croissance et d'investissement ne se rétablirent pas. S'ensuivit la crise économique du début des années 90 qui fut surmontée grâce au grand laxisme des autorités monétaires, qui avaient constaté leur capacité d'enrayer par ce moyen la crise boursière de 1987, et grâce à la générosité fiscale en faveur des couches riches.

Cette politique permit la conversion des profits non réinvestis en prêts pour la consommation et en placements spéculatifs générant une demande solvable des couches riches et moyennement riches permettant d'éviter une dépression majeure comme au début des années 30 et qui faillit se répéter à la fin des années 40. Dans les années 90, la stratégie de l'endettement a basculé dans la quasi folie des dit « produits dérivés », capital fictif basé sur du capital fictif et non plus sur du capital réel. Les ÉU, grâce à la monnaie mondiale qu'est le dollar, furent et sont toujours au centre de cette pompe financière mondiale en collectant et en redistribuant l'épargne mondiale d'abord pour leurs propres intérêts, ce qui leur permet un congé prolongé d'épargne nationale.

Comme il n'y avait plus d'augmentation salariale soutenant le remboursement des hypothèques et autres prêts à la consommation et ni non plus de croissance suffisante des profits réels soutenant la spirale des gains spéculatifs, une série de crises financières finirent par bloquer le mécanisme de la croissance par l'endettement. Ce furent d'abord les crises du sud-est asiatique et latino-américaines (1997-2001), qui mit fin au mythe des « tigres » et des « dragons », puis celle de la « nouvelle économie » (2001), qui mit fin à la spéculation boursière, et finalement celle dite des « subprimes » qui annonce la fin de la bulle du crédit à la consommation. La résolution de la crise dans les pays dépendants, contrairement à leur résolution dans les pays impérialistes, s'est faite aux dépens des peuples à coup de politiques d'austérité afin de rétablir le taux de change pour garantir la valeur des placements impérialistes.

Jusqu'ici le capitalisme néolibéral a réussi à surmonter ces crises grâce à l'intensification de l'endettement dans des secteurs ou zones géographiques alternatifs. Les « dragons » et « tigres » étant hors jeu, le dévolu spéculatif se porte sur le « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et surtout la Chine), ce qui a pour effet de stabiliser l'économie des premiers. Après 2001, les placements mobiliers étant devenus hors jeu, la spéculation immobilière a pris le relais — la finance canadienne et celle de la zone euro ont fait leurs choux gras plutôt aux ÉU que dans leurs zones d'attache — sauvant ainsi les bourses de valeurs de la grande plongée. Maintenant que placements tant mobiliers qu'immobiliers dans les pays impérialistes sont en panne, les spéculateurs se précipitent sur les matières premières, surtout le pétrole puis les aliments de base, faisant l'hypothèse de la déconnexion de l'économie des BRIC des économies impérialistes pour soutenir la demande justifiant leurs placements spéculatifs.

Vers un capitalisme rentier viable ?

Cette spéculation repose cependant sur des facteurs de fond qui poussent à la hausse des prix alimentaires et énergétiques même si l'effet spéculatif en accentuera les zigzags. Accommodée par le laxisme monétaire étasunien, cette hausse de prix provoque un retour de l'inflation. En effet, le capitalisme néolibéral avait transformé l'agriculture de subsistance en « arme alimentaire » impérialiste contre les pays dépendants contraints par le FMI à donner la priorité aux *cash crops* pour payer leurs dettes au détriment des cultures de subsistance. Tant que l'impressionnante productivité de l'agro-industrie, à coûts de sols épuisés, de pollution des eaux et d'émanation de gaz à effet de serre, assurait le bas prix des aliments de base, ce marché de dupes apparaissait « efficient ».

Toutefois, le rapide renchérissement des combustibles fossiles a impulsé celui des aliments de base tellement leur production agro-industrielle est énergivore : transport à longue distance de produits à bas ratio prix/volume, mécanisation intensive, engrais et pesticides à base de pétrole et, *last but not least*, le développement en catastrophe des agrocarburants pour garantir la sécurité énergétique des pays impérialistes suite à leur incapacité d'assurer leur mainmise sur le pétrole du Moyen-Orient, de la Russie, de l'Amérique latine et même de l'Afrique. Ajoutons-y l'effet de serre, source de phénomènes extrêmes telle la grande sécheresse australienne qui diminue l'offre, conséquence à la fois du gaz carbonique émis par les combustibles fossiles (et la déforestation pour fin d'élevage et de culture) et du méthane émis par les ruminants et les rizières. Quant à la malbouffe d'une alimentation trop carnée, n'en prenons pas prétexte pour faire le procès de la nouvelle classe moyenne chinoise, mais de l'agro-industrie.

Ce nouveau dévolu annonce-t-il que la rente sur la terre et sur les ressources naturelles deviendrait le cœur des surplus capitalistes ? Cette nouvelle configuration serait-elle viable et non une momentanée fuite en avant ? La rente comme le profit, rappelons-le, trouve sa source dans la plus-value, c'est-à-dire dans le travail non payé, extorquée à la force de travail grâce à la propriété privée des moyens de production. En plus, elle dispute cette plus-value au profit grâce à un effet de rareté socialement produit. Le pétrole, surtout le pétrole bon marché, devient rare parce que le capitalisme investit peu dans les alternatives (conservation de l'énergie, efficacité énergétique, énergies douces). Ajoutons la volonté impérialiste de le contrôler stratégiquement par la guerre, ce qui provoque la résistance mettant hors jeu des sources bon marché aussi importante que l'Iraq. Il en est de même pour la nourriture de base pour laquelle le capitalisme néolibéral a cessé d'investir en recherche-développement depuis la dite « révolution verte » qui avait grandement amélioré les rendements du sol au prix, cependant, de l'extension des méfaits de l'agro-industrie aux pays dépendants pour le profit des transnationales de la chimie et des grands propriétaires capitalistes du sol.

Si le cœur de l'exploitation capitalisme devenait rentier — un pays du G7 aussi important que le Canada le devient quelque peu avec des investissements dans le pétrole issu des sables bitumineux aussi importants en 2007 que l'ensemble des investissements manufacturiers — ce serait un important saut qualitatif régressif aux dépens du prolétariat qui ferait face à des prix alimentaires et énergétiques à la hausse à commencer par le prolétariat des pays dépendants et les femmes prolétaires. Un tel nouveau régime d'accumulation ne serait viable qu'au prix d'une baisse importante du niveau de vie prolétarien de sorte à donner un espace suffisant au profit dans le partage du gâteau. Le pari capitaliste serait que des prix alimentaires et énergétiques élevés génèrent un boom de l'investissement mettant en place un nouveau système énergétique, sans cependant sacrifier la croissance de la production essentielle à l'accumulation du capital, et un nouveau système alimentaire généré par une seconde dite « révolution verte ».

Le boom serait à base de gigantesques systèmes de captation du carbone des charbonnages dont la quantité est pléthorique, d'agrocarburants et de grands ensembles éoliens et solaires et... nucléaires qui envahiraient les paysages... mais avec un minimum de programmes de conservation/réduction énergétique, tout au plus un effort d'efficacité énergétique des équipements existants. La nouvelle prétendue « révolution verte » porterait à son comble l'industrialisation de l'agriculture, sans remise en question du régime alimentaire carné, salé et sucré ou à peine, sur la base de semences génétiquement modifiées plus productives mais requérant davantage d'engrais chimiques, de pesticides et d'eau, de sorte à sortir du cul-de-sac des rendements décroissants de la terre. Dans un premier temps, la demande solvable de

ce nouveau régime d'accumulation serait assurée par la demande en biens d'investissement elle-même financée d'abord par la rente. La consommation en serait un effet induit qui croîtrait grâce l'embrigadement du prolétariat en chômage et à temps partiel malgré la baisse du salaire réel, privé et public. C'est seulement à terme que les augmentations salariales pourraient prendre le relais et rentabiliser le financement initial, advenant un rapport de forces de plein emploi, à moins d'une nouvelle vague d'investissement (la conquête de l'espace ?)

La clef de cette sortie de crise capitaliste est de faire accepter au prolétariat une baisse radicale de son niveau de vie et aux peuples des pays dépendants, et de certains pays impérialistes comme le Canada et l'Australie, le pillage de leurs ressources tout en conservant ou modifiant la hiérarchie des nations. On devine les résistances et tensions qui aboutiront, aboutissent déjà, à des guerres du pétrole, plus tard de l'eau, et une crispation répressive des démocraties impérialistes. Pour être viable, ce boom devrait aboutir à un système de production où la productivité du travail continuerait de croître, ce qui n'a rien de garanti. Dans un premier temps, cependant, pour éviter une spirale guerrière autodestructrice, il serait impératif de coloniser les cerveaux prolétariens par une idéologie aussi efficace que l'a été la peur du « communisme » et d'associer les classes dirigeantes du BRIC et des pays pétroliers comme partenaires junior du « vieil impérialisme ».

Cette nouvelle idéologie est déjà toute prête : la peur des effets du réchauffement de la planète qui impose de se serrer la ceinture, c'est-à-dire l'écologisme comme idéologie au service du capital. Il faut admettre que le capitalisme néolibéral a déjà labouré le terrain en faisant (presque) accepter la normalité de la baisse du niveau de vie des nouvelles générations dans les pays impérialistes, la fin du « bol de fer » dans les anciennes économies collectivistes et la pauvreté endémique dans les pays dépendants en retour de « bourses familiales ». Pour intégrer les classes dirigeantes émergentes, l'*establishment* offre à leurs « fonds souverains » de participer au capital des grandes banques au sommet de la pyramide impérialiste tout en sortant celles-ci du pétrin financier dans lequel elles se sont fourrées et en modifiant le rapport de force au sein des institutions de Bretton Wood — au pas de tortue mais le premier pas est toujours le plus difficile — en attendant de le faire au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Une « thérapie de choc »

Les sommets bourgeois ont compris que la guerre mondiale n'est plus une option, moins à cause de son potentiel autodestructeur pour la présente civilisation que de son potentiel révolutionnaire démontré par les deux grandes guerres du XX^l^e siècle. Pourquoi stimuler la mobilisation internationaliste du prolétariat mondial, désormais majoritaire mais en panne de projet alternatif et surtout de stratégie mondiale contre un capital qui a « globalisé » les marchés nationaux ? Cette impasse, le mouvement altermondialiste ne l'a pas surmontée malgré une première tentative au début de ce siècle. Mieux vaut se servir, se dit le capital, des marges de manœuvre que le néolibéralisme, désormais guerrier, a conquis aux dépens du prolétariat afin de re-brasser les cartes pour une nouvelle donne. Après tout, la guerre du pétrole est sans doute perdue pour les ÉU sauf que ce n'est pas le prolétariat qui en bénéficie mais plutôt des organisations réactionnaires tout à fait bien disposées envers une nouvelle donne capitaliste que pourrait lui offrir une nouvelle direction bourgeoise.

La crise économique dans laquelle s'enfonce lentement mais irrémédiablement les ÉU sera le traitement de choc qu'appelle la bourgeoisie pour casser la résistance prolétarienne à cette nouvelle donne. Ne saurait être toléré plus longtemps la superbe du prolétariat des grands pays de la zone euro, au point que sa banque centrale n'y baisse même pas les taux d'intérêt pour contrer les nuages de la crise à l'horizon afin d'y maintenir un relatif haut taux de chômage. Aux ÉU, en 2006, la hausse des salaires horaires des employés de la production avait atteint un sommet depuis 1979 sinon avant : vive la crise se dit la bourgeoisie tout en sauvant les banques de la banqueroute par une baisse rapide des taux d'intérêt et une profusion de prêts sans garanti. Au Canada, où un phénomène similaire a court, une montée du chômage « guérirait » le prolétariat de sa « paresse » lui faisant refuser les bas salaires et les mauvaises conditions de travail d'où la multiplication des annonces « Nous embauchons ».

Nul doute que la bourgeoisie compte sur la hausse de l'inflation induit par la

croissance des prix alimentaires et énergétiques pour servir de prétexte à un retournement de la politique monétaire. Toutefois, il lui faut auparavant assurer la pérennité du système financier par d'autres moyens que la politique des bas taux d'intérêt. Déjà la banque centrale européenne a démontré qu'il était possible de déconnecter cette politique de mesures de sauvetage des banques tout en tolérant un taux de change élevé pour l'euro au détriment de l'emploi mais au bénéfice des investissements et placements extérieurs de la bourgeoisie européenne. La bourgeoisie étasunienne a décrété des mesures fiscales de 150 G\$ moins pour stimuler la demande que pour donner aux contribuables les moyens de rembourser leurs emprunts. La générosité des contribuables a largement subventionné la nationalisation d'une des plus importantes banques britanniques (Northern Rock) et même le rachat privé d'une banque d'affaires étasunienne (Bear Stearns) puis assurer la survie des deux géants du refinancement hypothécaire, Fanny Mae et Freddy Mac. Sont annoncées aux ÉU des mesures pour aider directement les détenteurs d'hypothèques de pacotille.

La pensée magique du découplage

Si les bourgeoisies des grandes puissances souhaitent une récession pour mettre en place leur nouvelle donne, ils ne souhaitent pas pour autant une crise majeure à la 1929-1933 suivie d'une dépression jusqu'au déclenchement de la Deuxième guerre mondiale. Instruites par l'histoire, elles sont conscientes que l'envenimement des antagonismes entre grandes puissances vers une guerre mondiale et son corollaire, les risques de dérapages sociaux vers une révolution, sont à proscrire. Les bourgeoisies impérialistes misent donc sur le découplage de l'économie des BRIC des économies impérialistes, ce qui éviterait à celles-ci le grand plongeon... et qui garantirait tant leurs investissements massifs dans l'économie chinoise que leurs placements spéculatifs dans les matières premières et l'alimentation.

Voilà un bel exemple de pensée magique. L'économie chinoise carbure de plus en plus aux exportations nettes (exportations moins importations) vers les pays impérialistes. Le fabuleux taux d'investissement de l'économie chinoise s'explique avant tout par la construction d'infrastructures toutes azimuts pour soutenir cet immense effort d'exportation et celle de la consommation interne qu'il induit. *Last but not least*, pense-t-on qu'une économie qui ne fait pas le cinquième de l'économie étasunienne, en termes de pouvoir de marché, puisse se substituer à cette dernière comme moteur de la demande mondiale malgré son taux de croissance élevé ?

Supposer que la Chine puisse brusquement appuyer sa croissance sur sa consommation interne ignore, à court terme, l'impact de la croissance des prix alimentaires — plus de 20% au début de 2008 en taux annuel — et énergétiques sur cette consommation. Fondamentalement, c'est ignorer que la politique de développement économique de la nouvelle bourgeoisie chinoise est un modèle d'exportations par insertion dans le marché global, d'où son *membership* dans l'OMC depuis 2001, grâce à de massifs investissements directs étrangers sur la base d'une main d'œuvre bon marché et d'infrastructures adéquates.

Malgré leur volonté consciente et d'intenses efforts de collaboration internationale pour maîtriser la situation, les bourgeoisies des grandes puissances, anciennes et nouvelles, ne sont pas en mesure de surmonter la loi de la concurrence entre capitaux nationaux et sectoriels. Il y a déjà suraccumulation de capital, même pour l'industrie automobile à propriété chinoise qui cherche à pénétrer certains marchés de pays émergents. On voit mal comment le monde échappera à une crise économique de grande ampleur qui déjouera tous les plans de fuite en avant des bourgeoisies impérialistes. Cette crise majeure et son corollaire guerrier, qui se conjuguera à la grande crise écologique qui menace le globe de rupture des écosystèmes à moyen terme, peut-être même plus rapidement que ne l'anticipe le GIEC, est paradoxalement la planche de salut de la gauche anticapitaliste. Celle-ci peut et doit être perçue comme celle qui a un programme et une stratégie pour empêcher le déploiement de ces deux crises combinées.

Un programme écosocialiste pour 2050

Le programme, c'est de mobiliser l'économie dans la même mesure, par exemple, que le Canada l'a fait lors de la Deuxième guerre mondiale non pas pour « l'effort de guerre » bourgeois mais pour un monde écosocialiste. La clef de l'écosocialisme,

c'est la rupture avec l'accumulation du capital et son corollaire, le consumérisme. Le consumérisme, c'est l'idéologie/mode de vie mise au point aux États-Unis dans les années 1920 pour se substituer à la revendication fondamentale de la baisse du temps de travail sans baisse de salaire — « 30 payées 40 » disaient les syndicalistes de gauche des années 30 — au cœur de la tradition du 1^{er} mai. Cette stagnation de la baisse du temps de travail, alors que depuis 60 ans la productivité du travail a été multipliée par trois, a non seulement été facteur de chômage endémique mais elle a aussi envenimé le phénomène de la double journée de travail des femmes. Après la parenthèse crise-guerre de 1929-1945, il devint la norme que l'impérialisme étatsunien triomphant imposa à l'ensemble des pays impérialistes.

« Mai 68 », cette grande révolte de la jeunesse mondiale contre l'autorité et pour la liberté, qui en France s'est haussée au niveau d'une situation pré-révolutionnaire par la jonction universités-usines, a été fondamentalement vaincue par le consumérisme dont les générations ouvrières précédentes, qui avaient manqué de l'essentiel, voyaient comme un grand gain. Les directions syndicales réformistes purent ainsi s'appuyer sur ces générations plus âgées pour gagner de leur vis-à-vis patronal, avec ou sans négociations, un Grenelle planétaire. Ce consumérisme, par la télévision, devint l'aspiration aliénante d'une grande partie des peuples des pays dépendants à laquelle accèdent dorénavant leurs classes dite moyennes certes très nombreuses mais qui restent une claire minorité. L'écোসocialisme, c'est donc le lien retrouvé avec le meilleur de la tradition ouvrière et féministe du siècle passé.

La rupture avec l'accumulation/consumérisme rend possible une révolution énergétique basée sur la réduction de la production à confort égal. Dans les pays impérialistes, grâce à un plan centralisé, décidé démocratiquement et appliqué localement, cette révolution reposera en priorité sur la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique complétée par les énergies solaire et éolienne. Ces dernières remplaceront graduellement par la suite les énergies fossiles, nucléaire et hydroélectrique, destructrice d'écosystèmes aquatiques et productrice de mercure. Pour les pays dépendants, elles combleront les besoins nouveaux.

L'élément clef de la conservation de l'énergie, c'est la substitution du transport collectif, électrifié et socialisé, au transport individuel, pétrolier et privé. Son corollaire pour les marchandises, est le transport intermodal socialisé, ne réservant au camionnage électrifié que le segment de la collecte et de la desserte locales. Même là, le transport à longue distance, international et inter-régional, devra être réduit sur la base de l'application du principe de la souveraineté alimentaire et de l'autosuffisance. L'internationalisme écোসocialiste est plus une affaire de circulation sans entrave des idées et des personnes, hors tourisme industriel de masse, que des marchandises, à réduire, et surtout du capital-argent, à proscrire sauf entente entre les peuples.

La rupture avec l'accumulation/consumérisme rend aussi possible le rejet de l'agro-industrie, qui cherche la maximisation du profit fondamentalement par la maximisation de la productivité de la force de travail, tout en la rémunérant le moins possible, sans égard à la qualité des sols, de l'eau et de l'air ni à l'économie de l'eau et des intrants fossilisés. La porte sera ainsi ouverte à la bio-agriculture qui maximise la productivité du sol sous contrainte de la conservation de sa qualité, en lui restituant la totalité des éléments consommés, tout en minimisant sur cette base l'usage de l'eau et de la force de travail et en tendant à éliminer les apports d'intrants fossilisés. On devine qu'écোসocialisme ne rime pas avec la loi de la valeur, qui impose uniquement la minimisation du temps de travail sans contrainte autre que la nécessité de vendre avec un profit au moins moyen.

Révolution énergétique et révolution agricole — la nourriture étant une forme énergétique consommable par l'humain dont il fait une activité sociale — appellent à leur tour une révolution urbaine dont celle de l'habitat. Ce qui est à l'ordre du jour est à terme la disparition de la dichotomie ville/campagne. Les banlieues pavillonnaires léguées par le complexe auto-pétrole-bungalow de l'ère consumériste sont non seulement terriblement érogives et destructrices des meilleurs sols agraires par leur étalement mais elles emprisonnent le prolétariat dans l'individualisme consumériste, négation de l'individu libéré et créateur appelé par « Mai 68 », tout en l'enchaînant au capital financier par l'endettement. S'y substituerait de denses îlots urbains mixant les fonctions dont des jardins urbains tout en optimisant la communication virtuelle et la circulation interne sans moyens de transport motorisés. La « campagne » de cette ville/campagne lierait ces îlots hiérarchisés que joindrait le transport public.

Cette révolution écologique, seul moyen d'atteindre les objectifs du GIEC pour 2050, appelle une révolution socialiste concomitante car, on l'a constaté, elle est incompatible avec l'accumulation du capital et son corollaire consumériste tout en requérant une planification d'ensemble dont la mise en œuvre est impérative. C'est cette obligation de résultat qui impose la démocratie participative, mélange de démocratie directe et représentative avec rapport régulier, droit de rappel et limites de terme, car pour y arriver en si peu de temps il faut la participation créative de chacun et chacune. Faut-il ajouter que la démocratie participative, quand elle est prise au sérieux, donne au prolétariat pauvre, aux femmes et aux minorités nationales toute leur place. Quant à la bureaucratie, elle n'est pas l'alternative du « libre marché » mais son alter ego hiérarchique et répressif, éteignant de toute initiative et créativité.

Un programme transitoire pour 2020 dans les pays impérialistes

Un monde libéré des diktat du capital financier et des guerres d'agression/occupation est indispensable à la mise en œuvre du programme écosocialiste. Doit être démantelé le cadre institutionnel libre-échangiste et guerrier tel l'ALÉNA, l'OMC, l'OTAN et NORAD. Doivent leur être substituées des ententes inter-étatiques de nature commerciale/financière, scientifique et culturelle de type ALBA dans le but de sécuriser les approvisionnements alimentaires et énergétiques vitaux de chacun, d'organiser des échanges internationaux réciproquement avantageux dont le transfert unilatéral et gratuit des technologies écologiques. L'exploitation impérialiste empêche les pays dépendants de prendre le virage écosocialiste : la dette des pays dépendants doit être abolie tout comme les programmes d'ajustement structurel.

L'ampleur et l'urgence du programme écosocialiste exige le contrôle des flux d'épargne et d'investissements ce qui requiert la socialisation (nationalisation/démocratisation) sans compensation — comme contrepartie des méfaits de la spéculation — de l'ensemble des institutions financières et des fonds d'investissements. Les plans d'investissements et les budgets nationaux, et graduellement internationaux en débutant par un fonds de développement écologique, seront soumis au processus du « budget participatif ». En complément, sera socialisée sans compensation — comme contrepartie du pillage, de la surexploitation et de la désinformation — l'exploitation des ressources naturelles et des terres possédés par les entreprises et les grands propriétaires fonciers de même que les moyens de transport et de communication, et les grands médias.

Le complexe auto/pétrole/bungalow doit être immédiatement démantelé par l'interdiction de l'automobile individuelle au moins dans les grandes villes, l'électrification du transport à partir de sources renouvelables et l'interdiction de la construction de maisons unifamiliales au moins dans les grandes villes et de celle de systèmes autoroutiers. Au Canada, l'exploitation des sables bitumineux doit être arrêtée et démantelée tout comme l'industrie automobile ontarienne reconvertie. Au Québec, sans industrie automobile ni pétrolière sauf les raffineries, c'est le complexe CAM (ciment, asphalte et madrier) au cœur duquel on trouve Hydro-Québec et le ministère des transports, qui mène le bal d'où l'importance non seulement écologique mais politique d'un moratoire sur la construction de barrages.

Par contre, doivent être entrepris de vastes chantiers de rénovation de l'enveloppe thermique de tous les bâtiments selon les technologies écologiques les plus avancées et la construction de logements sociaux écologiquement avant-gardistes, par exemple 10 000 l'an au Québec. Un autre chantier à entreprendre sera la construction d'un système de trains de banlieue, métros, tramways, autobus, voies cyclables et bicyclettes publiques dans les villes grandes et moyennes, qui soit dense, à fréquence élevée et gratuit. S'impose de même un réseau de trains inter-urbains et de cabotage pour marchandises et passagers. Au Québec, l'électricité du système de transport sera puisée dans les « négawatts » des bâtiments dont la consommation sera réduite de plus de la moitié sans compter que sa matrice industrielle produit déjà une panoplie de moyens de transport collectifs.

Agriculture et foresterie seront basées sur des fermes biologiques, familiales et coopératives, qui délaisseront la production carnée pour la production de céréales, de légumineuses et de fruits et légumes, de bois de construction — la production de papier, surtout de papier-journal, doit graduellement disparaître — destinée prioritairement aux marchés locaux. Ces produits seront prioritairement transformés en régions et distribués de plus en plus par des marchés locaux, par des magasins

accessibles à pied et par Internet, ce qui suppose un contrôle populaire de toute la chaîne, du producteur au distributeur en passant par le transformateur. Ainsi, la coupe ne sera plus l'activité prioritaire en forêt publique laquelle sera contrôlée par des comités forestiers locaux encadrés nationalement. De même, la production éolienne en zone municipalisée sera-t-elle mise en œuvre localement dans un cadre national.

Le budget national, et la fiscalité concomitante, sera suffisant pour financer des services entièrement publics pour tout le monde, sans file d'attente, sans tarifs et employant la meilleure technologie, y compris pour les garderies et la justice. Prévention et éducation écosocialiste seront les priorités des systèmes de santé et d'éducation. Ces services publics seront contrôlés conjointement par les gouvernements et les comités d'employées et d'usagères où les femmes prendront toute leur place. Les médias seront financés publiquement, sans publicité commerciale, et dirigés par des coopératives de lectrices. Sera encouragée la syndicalisation mur à mur, y compris multi-patronale, et sera assuré le financement stable des groupes populaires au prorata de leur membership et de sa participation, mesures spécialement favorables au prolétariat pauvre et aux femmes.

Lutte contre le chômage et la pauvreté comme celle contre le consumérisme passent par la baisse du temps de travail sans baisse de salaire. Ainsi plein emploi et écosocialisme, que la bourgeoisie oppose, s'en trouvent-ils réconciliés et unis dans une lutte commune. Le temps de travail doit donc être abaissé jusqu'à l'atteinte du plein emploi sous la contrainte des tâches écosocialistes que la société s'est fixée. Faut-il ajouter que les fermetures ou congédiements massifs par des entreprises rentables seraient interdits sous peine d'expropriation et de fermeture du marché national. De même, le ré-embauchage, le recyclage et la prise en charge des retraites dû aux banqueroutes seraient à la charge des entreprises concurrentes.

Rétablir l'équilibre démographique dû au vieillissement de la population tout en accélérant la proportion de temps libre de la population en âge de travailler, nécessaire pour élever le niveau culturel et la participation politique mais aussi éviter les conflits entre générations, requiert une politique de recherche-développement pour augmenter la productivité du travail sans cependant le faire au détriment des écosystèmes. Ça ne suffira sans doute pas car la marche est haute. Pour assurer la participation des jeunes mères, des handicapées, des minorités visibles et des personnes âgées au marché du travail seront établis des politiques de conciliation famille-travail qui compléteront le réseau de garderies gratuites, des quotas d'embauche au prorata tant pour le public que le privé, et une politique de transition à la retraite avec incitation financière. Le plein emploi facilitera l'accueil généreux et sans discrimination de l'immigration au niveau d'au moins 1% de la population totale par année.

L'ampleur de la mobilisation populaire nécessaire pour la construction d'une société écosocialiste n'est compatible que pour des peuples libérés de l'oppression nationale. Les populations autochtones doivent être reconnues comme nations jusqu'à et y compris le droit de former des États indépendants, y compris au sein des pays impérialistes comme les États-Unis, le Canada/Québec, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays scandinaves. C'est aux gouvernements de ces pays de leur offrir des pactes fédératifs leur reconnaissant des territoires, certains en exclusivité et d'autres en gestion partagée, et d'importantes compensations financières pour génocide et pillage. Leurs territoires sont riches de ressources naturelles, dont les grands vents, en particulier au Québec. Elles seront heureuses de les mettre au service de l'humanité si elles les exploitent elles-mêmes selon leurs valeurs respectueuses de la terre-mère.

Quant au Québec, comme sans doute l'Irlande du Nord et l'Euskadi et pour les mêmes raisons historiques de peuple conquis et jamais soumis, il ne saurait relever le défi écosocialiste sans laver un quart de millénaire d'humiliation et de mépris national, dont celle de sa langue, par l'obtention de son indépendance. C'est l'oppression nationale qui isole un peuple des affaires mondiales car c'est l'opresseur qui parle en son nom. L'indépendance nationale, au contraire, donne droit et même impose la participation au concert des nations. Le gouvernement d'un Québec indépendant et ses partis politiques devront obligatoirement se positionner sur les questions internationales particulièrement celles afférant au processus de Kyoto, aux guerres et occupations, et aux accords financiers et commerciaux, stimulant d'autant le débat national sur ces sujets. La lutte pour l'indépendance n'est donc pas une diversion anti-terrestrialiste, un repli sur soi, mais la porte d'entrée du combat internationaliste.

Lutte de classe d'un prolétariat mondialisé

La majorité de la population mondiale est dorénavant prolétarienne ou semi-prolétarienne y compris une grande partie du paysannat. Par contre, les modes d'insertion de ce prolétariat dans la chaîne de la finance-production-réalisation, tout comme les modes de consommation, se sont complexifiés de par l'action divise consciente de la bourgeoisie, y compris les choix technologiques qui n'ont rien de purement scientifique, la science elle-même étant politiquement orientée. Depuis la Deuxième guerre mondiale suivie de l'économie de guerre permanente de la Guerre froide, on est troublé de l'origine militaire du développement scientifique et technologique, de la machine-outil numérique jusqu'à l'Internet en passant par la télé-informatique et les nouveaux matériaux. En ont résulté des rapports de production d'autant plus hiérarchique et une amplification de la division du prolétariat entre intellectuels et manuels.

Au sein des États, les divisions traditionnelles de genre et de nationalités restent très fortes en termes de salaires, de conditions de travail et de précarité et jusqu'à la spécialisation sexuelle et nationale pour certaines tâches et pour certains secteurs, dont l'indécrottable esclavage domestique, en recoupement avec la géographie de l'habitat jusqu'à la multiplication des ghettos. Pire, la perte de crédibilité de l'alternative de gauche suite à l'échec socialiste du XX^{ie} siècle leur a donné une nouvelle vie jusqu'au retour en force de l'idéologie religieuse. Pour les envenimer davantage, et surtout pour cristalliser une division générationnelle, la bourgeoisie a multiplié les statuts de travail jusqu'au sein des mêmes corps de travail dans les mêmes entreprises. Toutefois, la grande nouveauté divise reste la mise en compétition des prolétariats nationaux par le nouveau marché global, au-delà du conglomérat de marchés nationaux qu'était le marché international, qui impose la « norme chinoise », troublant retour du boomerang révolutionnaire.

C'est surtout le bouleversement du marché international du travail dû au marché global qui a mis à nu le piège nationaliste dans lequel s'était laissé prendre le « vieux » mouvement prolétarien dont les piliers sont les syndicats et les partis politiques social-démocrates, communistes et national-populistes, ce qui a isolé et souvent sectarisé la gauche anticapitaliste. Cette consolidation nationaliste trouve ses racines politiques dans la capitulation, en 1914, des prolétariats des puissances impérialistes aux buts de guerre de leur bourgeoisie respective, capitulation qui s'est prolongée dans la stalinienne idéologie du « socialisme dans un seul pays » après la parenthèse révolutionnaire d'Octobre 17. Après la Deuxième guerre, le consumérisme a consolidé l'alliance bourgeoisie-prolétariat des pays impérialistes, y entraînant les dite classes moyennes des pays dépendants, comme alternative aux menaces révolutionnaires de l'époque et comme méthode de corruption des percées révolutionnaires.

Pris au piège, après le dernier sursaut mondial de « Mais 68 », le terrain était labouré pour la réaction néolibérale. Certes, le début d'un nouvel internationalisme « altermondialiste » au milieu des années 90 fait peut-être entrevoir la lumière au bout du tunnel de l'effondrement catastrophique du vieux mouvement prolétarien. Cependant, cette première vague qui signale la renaissance d'un internationalisme pour le XXI^{ie} siècle se heurte à son incapacité stratégique suite à son rejet non encore surmonté des porteurs de stratégie que sont les partis politiques et les organisations militaro-politiques. On peut comprendre ce rejet suite à la faillite de ces organisations mais c'est là jeter le bébé avec l'eau du bain. Le « mouvementiste » qui en a résulté n'a pu dépasser le happening, utiles en convergence il est vrai, des grands rassemblements des Forum sociaux mondiaux et les sporadiques grandes journées mondiales de mobilisation sans lendemain, certes potentiellement annonciatrices de grandes campagnes mondiales de masse.

L'affaiblissement du « mouvement des mouvements » a laissé place à la montée récente au pouvoir de la droite réactionnaire dans plusieurs pays impérialistes, sa consolidation dans la plupart des pays asiatiques et sa domination du mouvement contre l'occupant au Moyen-Orient. La logique de ce recul est que si on ne peut pas vaincre la globalisation néolibérale, il faut s'y joindre pour ne pas être un perdant en mettant au pas la résistance prolétarienne... alors qu'une analyse internationaliste laisse bien voir que c'est tout le prolétariat mondial qui se retrouvera au bout du compte perdant même si c'est à la file indienne en commençant par celui des pays

dépendants en bas de l'échelle de la hiérarchie mondiale. Y a-t-il une exception latino-américaine ? Certainement pas le social-libéralisme de PT brésilien ou du nouveau péronisme argentin. Qu'en est-il du Venezuela et de la Bolivie ?

La surabondance pétrolière ne fait pas spontanément des révolutions mais du nationalisme pétrolier où le prolétariat peut trouver son compte en obtenant de haute lutte sa part du gâteau. Mais si ce nationalisme devient anticapitaliste afin de résister à la mainmise impérialiste ? Les bourgeoisies vénézuélienne et bolivienne sont manifestement les cinquièmes colonnes de l'impérialisme... et quelle cinquième colonne qui combine peur du prolétariat et haine raciste de l'indigène. La dure confrontation qui en est née a conduit à la défaite de la bourgeoisie au Venezuela et reste une cause pendante en Bolivie. Mais comme le Venezuela, contrairement à la Bolivie, est une puissance pétrolière, les Bolivariens au pouvoir ont les moyens de satisfaire bourgeoisie, bureaucratie et peuple en y ajoutant un brin de solidarité latino-américaine et caraïbe par l'ALBA. Le peuple vénézuélien (et Cuba) y a beaucoup gagné lui qui auparavant avait peu droit au partage du gâteau.

Cette meilleure redistribution de la richesse cache une collusion grandissante entre la bureaucratie chaviste et la bourgeoisie, en particulier son secteur qui a fait son deuil du putschisme pour collaborer avec le régime, laquelle bourgeoisie continue de s'enrichir par son contrôle du cœur financier de l'économie. Toutefois, le peuple d'en bas dont la mobilisation a sauvé le régime par deux fois lui a envoyé un message fort, même si risqué, lors du référendum de décembre 2007 et continue de résister contre une inflation et une pénurie qui l'appauvrissent. Le président en a intensifié les nationalisations dont, en avril 2008, une grande aciérie suite à une dure grève politique qui a chassé le bureaucrate ministre du travail. Cependant, nationalisations et bureaucratisme ne sont pas antinomiques surtout si elles affaiblissent la pénétration impérialiste. Un bras de fer à suivre qui dépend beaucoup du renforcement d'un syndicalisme indépendant et d'une autonomisation du nouveau grand parti socialiste vis-à-vis la bureaucratie dont le cri de ralliement est « le chavisme sans le socialisme ».

Une stratégie d'unité écosocialiste des « multitudes » prolétariennes

Quelles leçons tirées des grandes mobilisations d'Amérique latine sur fond de recomposition du prolétariat et d'un premier renouveau de l'internationalisme ? L'unité combative du prolétariat déclassé et sans travail avec les classes dites moyennes a brièvement plongé l'Argentine dans une situation pré-révolutionnaire en 2000-01. Cependant, ni le mouvement syndical, sauf une frange qui a occupé les lieux de travail abandonnés, ni la gauche anticapitaliste n'étaient au rendez-vous. La Bolivie avait par moments réalisé la grande unité populaire d'un important prolétariat déclassé en petit paysannat et en travailleuses informelles de bidonvilles, d'un faible mouvement syndical, du mouvement indigéniste et d'une partie des classes moyennes pour déloger deux présidents et servir de marche-pied à la victoire électorale au centre-gauche radical.

Au Venezuela, le chavisme des origines, lui aussi de centre-gauche radical, a conquis électoralement le pouvoir sur la base d'une unité semblable. Puis les coups de boutoir de la bourgeoisie putschiste, qui avait rallié les classes dites moyennes à amener la majorité prolétarienne syndiquée à se libérer de sa direction acquise à la bourgeoisie pour elle aussi contribuer puissamment au sauvetage du chavisme lors de la « grève du pétrole » mais à se diviser sur la question de l'indépendance syndicale face à lui. De même s'est divisée la gauche anticapitaliste, cependant enracinée dans le mouvement réel y compris dans sa direction, face à sa participation au nouveau grand parti socialiste dont le pluralisme et l'indépendance face à la bureaucratie sont loin d'être acquis.

Quant au mouvement altermondialiste, le chavisme y a certes gagné un succès d'estime qui s'est substitué à l'admiration pour Lula. C'est même à Porto Alegre que Chavez a lancé la fameuse formule du « socialisme du XXI^è siècle » pour ensuite accueillir le Forum social à Caracas. On peut en déduire l'influence du nouvel internationalisme sur le chavisme et vice-versa. Sauf que le mouvement altermondialiste, pour cause d'apolitisme mouvementiste jusqu'au rejet par plusieurs de la pertinence de la conquête du pouvoir d'État, n'a pas du tout organisé la solidarité mondiale avec la lutte de la « révolution bolivarienne » contre l'interventionnisme des EU, et encore moins contre son blocus de Cuba, tout en se solidarisant avec la gauche

socialiste et anti-bureaucratique bolivarienne (et cubaine d'autant plus que Cuba s'est engagé dans un incertain et inquiétant changement de direction).

Est-il nécessaire d'insister qu'une défaite des chefs de file de l'ALBA, que ce soit suite à un affrontement direct avec la bourgeoisie réactionnaire ou suite à une « thermidorisation » de l'intérieur serait, dans l'actuelle conjoncture de renforcement de la droite, un dur coup porté à la lutte pour l'écossocialisme malgré l'ambiguïté pétrolière de ces régimes. La contradiction n'est peut-être qu'apparente. Une gestion de gauche de la transition écossocialiste conjugue une production pétrolière en décroissance planifiée à un prix en croissance régulière, baisse et hausse se combinant de sorte à générer un revenu constant, et dont la rente finance la transition écossocialiste en commençant par les pays producteurs eux-mêmes. Il n'est pas dit non plus qu'un renforcement de la résistance au Moyen-Orient n'aïlle pas à terme dans la même direction d'autant plus qu'en affaiblissant l'impérialisme il augmente le rapport de force de la gauche latino-américaine.

Le bilan sommaire des luttes sociales dans les grands pays de l'ALBA démontre, en positif (Venezuela) ou en négatif (Argentine), l'importance cruciale de la mobilisation du prolétariat syndiqué. C'est la partie du prolétariat la plus difficile à mobiliser parce que la bourgeoisie, qui a fait son propre bilan des luttes révolutionnaires passées, leur a relativement concédé les moyens du consumérisme. À l'autre bout du spectre social se mobilise plus facilement les couches prolétariennes les plus durement frappées par les politiques néolibérales : travailleuses informelles, sans travail, paysannat, indigènes au sein desquelles prédominent les femmes et les jeunes. La grande variété des ces « multitudes » entraînent une grande variété de type d'organisation, d'orientation politique et de méthodes de lutte. Le grand défi stratégique est d'unifier politiquement ce kaléidoscope de sorte à entraîner le prolétariat syndiqué, particulièrement industriel, qui est de toute façon menacé et laminé par la « norme chinoise ».

Les mobiliser contre qui ? Là encore, le bilan vénézuélien et bolivien indique l'efficacité d'une mobilisation contre l'impérialisme, en particulier étasunien, incluant ses relais politiques nationaux. Dans un second temps, la cible s'est élargie aux transnationales étrangères, particulièrement celles propriétaires de ressources naturelles mais aussi des moyens de communication. Cependant, ont été laissées dans l'ombre les institutions financières, au cœur du capital financier qui domine le capitalisme néolibéral. La révolte des dite classes moyennes — petite-bourgeoisie et aristocratie ouvrière qu'il faut au moins politiquement neutraliser — de l'Argentine contre la confiscation de leurs épargnes avait pourtant démontré le potentiel mobilisateur de les cibler. Laisser au capital financier, dans lequel capital impérialiste et capital national sont intimement liés, la direction économique ouvre la porte à un capitalisme national s'insérant plus avantageusement dans le marché global aux dépens du prolétariat.

Si la défense militante, mais critique, des gouvernements vénézuélien, bolivien, équatorien et cubain, de même que la lutte contre l'occupation au Moyen-Orient, est la porte d'entrée d'une stratégie mondiale écossocialiste, elle n'est pas le fondement. Celle-ci passe par une mue du mouvement altermondialiste qui n'est possible que par le rassemblement de la gauche anticapitaliste en son sein dans une nouvelle Internationale. Ce rassemblement, il va de soi, ne peut être que parallèle avec un processus semblable au niveau national, les deux démarches se renforçant réciproquement. Cette construction nationale se conçoit soit dans des partis directement anticapitalistes et militants, comme celui que se construit impulsé par la LCR française, soit comme aile gauche de partis au moins potentiellement antinéolibéraux en opposition ouverte et publique à leur direction social-libéralisante, comme en Allemagne ou au Québec, tout dépendant des conjonctures et rapports de forces en présence.

Chose certaine, incombera à ces partis, ou à leurs successeurs, la responsabilité politique de proposer à des peuples frappés frontalement par les crises combinées de l'économie mondiale et de l'écosystème terrestre, et sans doute plongés dans un certain désarroi, une sortie de crise qui ne soit pas la barbarie d'un monde d'États militarisés en guerre permanente et tenant leurs peuples dans la peur d'un catastrophisme écologique et dans la haine de l'Autre diabolisé. Ce projet alternatif, c'est l'écossocialisme. Cette stratégie, c'est l'altermondialisme anticapitaliste.

Une orientation ACIDE pour le Québec

Au Québec, pourquoi les anticapitalistes ne se rassembleraient-ils pas dans un collectif politique dont l'orientation serait ACIDE, soit :

A	Anti-Capitalisme	La <i>rupture</i> :
C		Arracher le pouvoir à la bourgeoisie
I	Indépendantisme Internationaliste	La <i>stratégie</i> :
		Participer à l'altermondialisme comme peuple
D	Démocratie participative	La <i>méthode</i> :
		Rejeter la bureaucratie d'État et de « gauche »
E	Écosocialisme Égalité des genres et des nations	Le <i>programme</i> :
		Le « socialisme du XXI ^è siècle »

La marche serait-elle trop haute pour Québec solidaire ? Ne serait-ce pas plutôt que Québec solidaire n'est pas à la hauteur à moins de conclure qu'il y a une autre voie, une autre stratégie, un autre programme ?

Par peur d'affronter le droit de gérance des entreprises, la direction de Québec solidaire se taie à propos des fermetures d'usines rentables et des congédiements massifs d'entreprises rentables dont, cet été, après Crocs, Golden Brand et Cari-All, cette entreprise de transformation d'aluminium de la Mauricie et le renvoi de milliers de cols blancs de Bell Canada.

À propos de la révolte des jeunes de Montréal-Nord contre la bavure meurtrière de la police de Montréal, elle n'a même pas réclamé une enquête publique dans son communiqué de presse publiée sur le site du parti, se satisfaisant ainsi de la seule enquête de la SQ. La direction de QS pense que la clef de la solution est un « plan Marshall » particulièrement dans les écoles défavorisées de Montréal, dans la lignée des solutions ciblées vers les pauvres promues par la Banque mondiale et l'OCDE, alors que c'est tout le système scolaire, de bas en haut, qui a besoin d'un investissement massif universel y inclus des mesures spécifiques pour les cas spécifiques. Quant à réclamer un programme de création d'emplois complété d'un programme d'employabilité au besoin, ce qui est bien autre chose que « l'accès à l'emploi », dans le cadre d'une orientation de plein emploi sur la base de la réduction du temps de travail, la direction de Québec solidaire n'y songe même pas, ignorant cette orientation historique du mouvement ouvrier pour lui préférer le misérabilisme de « l'économie sociale », parent pauvre du libre marché.

Si la direction de Québec solidaire s'oppose heureusement à la coûteuse réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2, elle lui oppose les énergies renouvelables avant la réduction et la conservation de l'énergie quitte à faire se contredire ses deux porte-parole dans le même communiqué de presse. La direction de Québec solidaire innove : les autres partis ont plutôt un porte-parole qui parle des deux côtés de la bouche en même temps. Pour combler la mesure, elle considère l'hydro-électricité comme une énergie renouvelable au même titre que le solaire et l'éolien alors que cette forme d'énergie épuise les écosystèmes de nos rivières, grandes et petites, où les associations écologiques défendant l'intégrité de La Romaine et de la Rupert que la direction de Québec solidaire laisse ainsi tomber.

Ces silences et prises de positions sont le reflet d'une orientation sociale-libérale qui fait l'économie d'un affrontement avec le capital sauf à lui réclamer un peu plus de générosité fiscale et une hausse marginale du salaire minimum déjà concédée par le gouvernement Libéral de l'Ontario. Ce faisant, la direction de Québec solidaire suit la pente glissante des partis traditionnels se réclamant de la gauche — NPD au Canada, Parti socialiste en France, Parti des travailleurs au Brésil — ou même du nationalisme mais appuyés par les appareils syndicaux, tel le PQ. Ces partis ont renoncé à proposer une économie alternative, se contentant de mesures d'atténuation, dites « sociales-libérales ». Quand ils prennent le pouvoir, ils renoncent le plus souvent aux quelques réformes promises quand ils ne se font pas eux-mêmes les champions des contre-réformes néolibérales.

Faute de vouloir tenir tête aux menaces de grèves d'investissements si ce n'est de fuite de capitaux de la grande bourgeoisie, ils cèdent à leur chantage quand ils ne deviennent pas leur agent. Pour vaincre la grande bourgeoisie (banques et transnationales s'appuyant sur les grands médias, la bureaucratie gouvernementale, les universités, centres de recherche et surtout sur leurs partis politiques) et de ses alliés de la moyenne et petite bourgeoisie (PME s'appuyant sur les élites locales élus

et non élues), il leur faudrait en priorité, au lieu de compter avant tout sur les élections et faire la cour aux PME, mobiliser le prolétariat dans la rue (manifestations, grèves politiques, boycott).

Les anticapitalistes au sein de Québec solidaire ont du pain sur la planche. Cependant, les collectifs idéologiquement marxistes reconnus officiellement par la direction lui ont montré patte blanche suite à un processus de reconnaissance exigeant leur soumission politique. Ainsi ont-ils renoncé au combat politique, nécessairement ouvert et public, contre l'orientation sociale-libérale de la direction de Québec solidaire au profit de la seule affirmation idéologique... quand elle est au rendez-vous. Pourtant la situation de crise latente de Québec solidaire invite à un regroupement et à une offensive des anticapitalistes. La direction n'a pas en effet, après six mois, fait connaître la nouvelle plate-forme votée au congrès de février-mars préférant conserver l'ancienne plate-forme de 2006. C'est là un viol flagrant des statuts du parti et, à vu d'œil, une pratique carrément anti-démocratique.

Il faut dire qu'à ce même congrès que la direction voudrait enterrer, le comité d'appel à propos de mon expulsion décrétée par la seule direction nationale sans qu'aucune requête ne lui parvienne d'une instance quelconque, avait renversé sa décision anti-statutaire. Le comité d'appel, pour reprendre ses propres mots, en a conclu que les principes de justice naturelle n'avaient pas été respectés et que j'avais été victime d'une décision arbitraire dont il faut, à l'avenir, protéger les membres du parti. Seul la démoralisation ambiante de la gauche sociale québécoise suite aux défaites stratégiques sans combat des mouvements syndical, environnemental et étudiant depuis décembre 2005, l'inexpérience de la grande majorité des membres du parti qui en sont à leur première expérience politique et, surtout, l'absence totale d'une alternative, quelle qu'elle soit, à la direction actuelle lui ont évité de s'expliquer. Y a-t-il en effet compatibilité entre un parti prônant la justice sociale et la démocratie participative et des pratiques internes verticalistes violant les règles les plus élémentaires de la justice et de la démocratie formelle ?

Marc Bonhomme, 12 mai et 28 août 2008